



INSTITUTION ADOUR

Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



Siège : Conseil Général des Landes

Président : Monsieur Jean-Claude DUZER

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mercredi 2 juillet 2014 à 14h00

**Conseil Général des Landes
Salle Henri Lavielle**

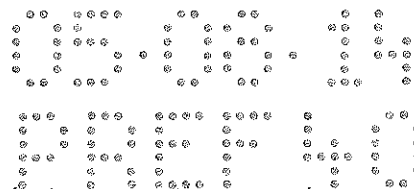
EXTRAIT DU PROCES VERBAL

Etaient présents : Mme LAFITTE, MM AUROY, CABE, CASTET, CAUSSE, CHANTRE, COUTURE, DUBERTRAND, DUZER, GUILHAS, LAHOUN, PASTOURET, PAYROS et SOUDAR

Etaient excusés et avaient donné pouvoir : MM CASTAINGS et LAJUX

Etaient excusés : MM BEAUQUESTE, DARRIEUX, FAUQUE et VERDIER

DOSSIER II - PROGRAMME D'ACTIONS



Lancement de l'enquête publique Déclaration d'intérêt général Espace de mobilité Moyen Adour

Exposé des motifs

Le projet de mise en place d'un Espace de mobilité sur l'Adour landais porté par l'Institution Adour vise à permettre des interventions d'intérêt général prenant en compte la fonctionnalité du cours d'eau tout en préservant la sécurité publique et l'intérêt général.

Ce projet concerne 70 kilomètres de cours d'eau de la limite avec le Gers à la confluence avec la Midouze soit le territoire des communes suivantes :

Aire sur l'Adour ; Duhort-Bachen ; Cazères sur l'Adour ; Renung ; Bordères et Lamensans ; Larrivière-Saint-Savin ; Grenade sur l'Adour ; Saint Maurice ; Montgaillard ; Saint Sever ; Aurice ; Cauna ; Toulourette ; Nerbis ; Souprosse ; Mugron ; Gouts ; Laurède ; Poyanne ; Onard ; Audon ; Vicq d'Auribat.

La démarche consiste à passer d'une gestion ponctuelle à une gestion intégrée à l'échelle d'un territoire étendu prenant en compte toutes les composantes de l'hydrosystème. Ainsi la démarche propose une gestion intégrée et durable du fleuve tenant compte des enjeux socioéconomiques et privilégiant l'intérêt général et la sécurité publique.

La méthode mise en place a privilégié la concertation et la participation afin de déterminer les enjeux et leur hiérarchisation pour déterminer l'espace de mobilité acceptable et dégager les règles de gestion suivantes :

- Réserver les protections de berge aux secteurs présentant des enjeux de sécurité publique et/ou d'intérêt général,
- Empêcher/limiter l'implantation d'enjeux anthropiques nouveaux dont l'importance pourrait ensuite justifier une restriction de l'espace de mobilité admissible,
- Envisager dès que possible le déplacement des enjeux humains ponctuels plutôt que la protection, en particulier dans les zones de mobilité active où la lutte contre l'érosion s'avérerait coûteuse,
- Favoriser le maintien et la restauration des boisements rivulaires et alluviaux susceptibles de limiter l'instabilité des berges,
- Favoriser le maintien et la restauration des espaces naturels permettant de limiter les impacts de la mobilité du fleuve

Ainsi lorsque l'Adour atteindra la limite de l'espace de mobilité la philosophie du projet s'appliquera, c'est-à-dire :

- Déplacer l'enjeu lorsque cela est faisable,
- Protéger s'il y a un intérêt général et/ou un enjeu au titre de la sécurité publique,
- Envisager l'acquisition foncière de la parcelle érodée lorsqu'il n'y pas d'enjeu impacté.

Les interventions feront l'objet d'une programmation annuelle validée par le Conseil d'Administration de l'Institution Adour.

.../...

Ces interventions consisteront en des protections en génie civil et/ou des déplacements de digues de protection contre les inondations et/ou des protections de berge et nécessitent donc l'obtention d'une autorisation au titre de la Loi sur l'eau.

Considérant la philosophie du projet telle qu'énoncée plus haut et dans le dossier préalable à l'enquête publique,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code rural et de la pêche maritime,

Vu le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

Vu le Code de l'Environnement,

Vu le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Adour Garonne,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

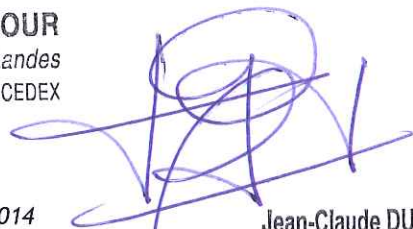
- D'autoriser le lancement d'une procédure de Déclaration d'Intérêt Général en application de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement et l'ouverture de l'enquête publique préalable
- D'autoriser le Président à solliciter du Préfet l'arrêté déclarant l'opération d'intérêt général
- D'autoriser le Président à solliciter du Préfet l'autorisation Loi sur l'Eau au titre des articles L. 214-1 à L. 214-11 du Code de l'Environnement et l'ouverture de l'enquête publique préalable
- D'autoriser le Président, ou son représentant, à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de sa décision
- D'autoriser le Président à demander l'ouverture simultanée des enquêtes publiques

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
Conseil Général des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX



Jean-Claude DUZER